

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
2 au 8 mars 2000



10 FF  
1,52 €

## Pour un service public autogéré

DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES des tensions persistantes secouent plusieurs secteurs d'activités dépendant de la fonction publique ou y étant assimilés. Si chaque branche lutte pour des revendications qui lui sont spécifiques, l'application des 35 heures dans les PTT, les insuffisances de la nouvelle carte scolaire dans l'enseignement, la restructuration hospitalière dans la santé, la redéfinition des fonctions des employés au ministère des finances, etc., il n'empêche que les salariés revendiquent tous la nécessité qu'il y a à accroître le nombre de travailleurs pour que nous puissions disposer d'un service public de qualité. Cette revendication mobilisatrice et unitaire exigeant la création d'emplois révèle un enjeu essentiel pour l'avenir de notre société, à savoir la question du service public.

C'est sans aucun doute la définition de service public qui est à l'origine d'un antagonisme majeur entre l'État et le capitalisme d'une part et la société civile d'autre part.

### Le service est l'avenir du capitalisme

S'il est vrai que l'objectif de la guerre économique en cours est clair et peut se résumer à un seul mot: profit, la bataille idéologique qui l'accompagne est tout aussi importante pour l'adhésion du plus grand nombre aux mécanismes assurant la domination de la bourgeoisie mondialisée. Il s'agit de faire intégrer à nos cervelles rebelles l'idée que les sociétés de services privés peuvent et doivent remplacer avantageusement les tâches et fonctions assumées jusqu'à maintenant par les entreprises de services publics.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que les capitalistes emploient ce mot service. Cette appropriation du vocabulaire permet d'emblée de jeter la confusion dans les esprits en laissant sous-entendre qu'eux aussi ont le souci du bien-être collectif. La seule différence serait, selon eux, que les entreprises privées sont capables de faire la même chose à un moindre coût pour la société et avec en prime plus d'efficacité.

Il s'agit d'une stratégie très élaborée construite sur une vision à long terme de la société. L'idée est que dans un futur peut-être pas si lointain, chaque individu disposera d'une panoplie com-

plète de sociétés de service, auxquelles il pourra faire appel pour répondre à tous ses besoins, sans exclusive. Mais c'est aussi un concept qui s'applique à l'ensemble de l'organisation économique. C'est pourquoi nous voyons tous les groupes industriels extérioriser leurs activités dites secondaires. Ainsi voit-on la gestion du personnel des banques assurée par des sociétés de service intérimaires, sous prétexte que le métier de banquier ne consiste qu'à s'occuper d'argent et non à se soucier du recrutement et de l'avancement de carrière des employés.

bouffe et nos loisirs. Big brother va s'occuper de tout! Le service! Voilà l'avenir du capitalisme!

C'est, qu'on le veuille ou non, à peine une anticipation déjà au cœur des luttes actuelles. Les initiatives étatiques et patronales comme la résistance des travailleurs s'articulent autour de ce combat: va-t-on basculer vers la privatisation de services auxquels pourront faire appel les individus selon leurs moyens financiers ou saurons-nous proposer des perspectives reposant sur la socialisation des moyens individuels et collectifs répondant aux besoins de chacun.

une composante particulière de la société.

Les anarchistes n'ont que peu d'intérêts à simplement rappeler que leurs critiques et conceptions politiques ont très largement été validées par l'histoire, car c'est encore nous positionner par rapport au passé. Nous devons être encore plus impliqués dans les luttes et débats en cours, car c'est là que se prépare le projet social qui manque tant à tous.

### Définir un projet social dans les luttes

Ce n'est plus seulement nous qui initiions la critique de l'État, car les faits révèlent d'eux-mêmes que les besoins et intérêts des populations divergent de plus en plus de ceux des structures de domination étatiques.

Ce n'est plus seulement nous qui affirmons la réalité de la lutte de classes mais celles et ceux qui sont confrontés aux nouvelles exigences du capitalisme, ici

comme à Seattle ou ailleurs. Il nous faut savoir répondre à des situations précises et pragmatiques. Par exemple, au début d'un conflit social, il y a presque toujours remise en cause des modes de relations entre des individus sans passé militant et, qui plus est, se méfiant comme de la peste de la récupération syndicale ou politique. C'est pourtant à travers cette série de micro-événements, la plupart du temps peu médiatisés, qu'est en train de mûrir une conception de l'organisation sociale, un projet sociétair et des pratiques en adéquation avec cette prise de conscience du fait que ce que font les grands de ce monde est de moins en moins vivable et acceptable.

Dans cette perspective, la définition de service public prend une place particulière parce qu'elle sous-tend la volonté du vouloir et du comment vivre ensemble. Cela implique une démarche à caractère autogestionnaire. Et nous ne voulons rien d'autre, n'est-il pas?

Bernard. - groupe Déjaque (Lyon)



Beaucoup plus raffinée encore est la stratégie de groupes qui comme Nike aujourd'hui et Renault ou Bouygues demain vendrons seulement leur sigle sans rien fabriquer eux-mêmes. Pour Nike, c'est déjà le cas et son seul souci est de nous faire adhérer à un concept référant à partir duquel on peut nous vendre n'importe quoi, des chaussures comme des blousons, des casquettes comme des slips.

### Public ou privé... il va falloir choisir

Les publicistes travaillent déjà sur des concepts qui permettraient de commercialiser sous le même label tous les objets nécessaires à notre vie quotidienne, de la fourchette à l'organisation de nos funérailles, en passant par notre

Selon le choix que nous développons ou que nous subissons, se mettra en place la société de demain. C'est bien à un choix révolutionnaire que nous sommes confrontés.

Soit le capitalisme réussit à compartimenter chacun de nos désirs et besoins pour en faire des produits rentables pour les sociétés de services, et plus que jamais les rapports sociaux seront violents, atomisés et irrationnels. Soit, c'est l'autre terme du choix, la société civile saura privilégier des rapports sociaux construits sur l'entraide, la solidarité et l'échange gratuit des capacités propres à chacun.

Dans cette lutte, qui n'est pas récente mais qui se pose dans des conditions renouvelées, nous avons une responsabilité non négligeable, aussi bien individuellement qu'en tant que force collec-

## EDITORIAL

La troisième voie du PS, la troisième gauche de Cohn-Bendit et les appels à adhésion du PC en direction de personnalités associatives et des intellectuels, annoncent la volonté pour la gauche plurielle de faire peau neuve en prévision des municipales de 2001.

La tâche s'annonce tout de même difficile vue la multiplication des conflits sociaux provoqués par la marche forcée vers les 35 heures. Celle-ci s'accompagne le plus souvent de restrictions salariales qui donnent à penser que le gouvernement se fait des « cagnottes » sur le dos des services publics. Du coup la deuxième étape de la « nouvelle donne » proposée par le gouvernement Jospin risque de ne pas rencontrer le plébiscite souhaité. Surtout que la réforme de la fiscalité et des retraites ainsi que le développement de l'épargne salariale n'enthousiasme pas vraiment le monde du travail, y compris les syndicats de gauche.

Ainsi pour les différentes composantes de la gauche plurielle, les petits meurtres entre amis vont bon train. Ne voit-on pas Voynet manifester pour la Tchétchénie contrastant ainsi avec la passivité du gouvernement sur le sujet. Mais ces stratégies de démarcation visent à ce que chacun puisse tirer son épingle du jeu, en refusant de prendre à son compte la politique libérale du gouvernement.

Pourtant tous ont aujourd'hui en commun l'acceptation des lois du marché. C'est justement pour leur laisser libre cours que les dirigeants mettent en place des minima sociaux. Garantir la survie de ceux que le marché laisse sur la paille, évite des conflits qui empêchent de profiter en rond. Par conséquent au moment venu chacun rentrera dans le rang pour conserver sa place au pouvoir, y compris l'extrême gauche qui appellera à voter « contre la droite », c'est-à-dire « pour la gauche plurielle » au second tour. Les jeux sont faits...

Seul facteur d'incertitude: les affaires qui vont sans doute décider de qui pourra se retrouver sur la ligne de départ. Pour ceux qui seront passés au travers, le projet politique sera à droite comme à gauche, un projet libéral. À nous de leur mettre des bâtons dans les roues. Imposons nos choix à des nantis qui ne cèdent que face aux luttes. Les mouvements dans l'éducation, aux PTT, dans les hôpitaux semblent de plus en plus affirmer des revendications qui visent à une remise en cause globale des logiques de fonctionnement des services sociaux, vers une prise en compte des besoins humains. C'est un espoir de changement, pour ceux qui, de plus en plus nombreux, ne croient plus que l'alternance des partis au pouvoir soit un remède à leurs maux.

ISSN 0026-9433 - N° 1195



FOP 2520

# Après la guerre du feu, celle de l'eau

**O**N A BEAUCOUP PARLÉ DU XXI<sup>e</sup> siècle: discourir sur le futur dispense souvent de prendre position sur le présent. Il sera « spirituel » ou celui de la vidéo, de la communication. Et si, par l'incommensurable de la bête humaine, il s'avérait être celui de la plus grande catastrophe sanitaire de l'humanité. Empoisonnement des différents milieux, déforestation, stérilisation des sols, pollution médicamenteuse (antibiotiques notamment), alimentation dévitalisée et frelatée... Et surtout, peut-être, raréfaction et contamination de l'eau.

## Aspects qualitatif et quantitatif du problème

L'aspect quantitatif, trois paramètres déterminent les quantités d'eau disponibles pour l'homme:

- le volume des précipitations: il demeure globalement constant;
- la quantité d'eau retenue: elle diminue constamment du fait de la conjugaison de plusieurs facteurs (les surfaces considérables des réseaux routiers et autoroutiers, ainsi que l'espace urbain qui ne peuvent plus recevoir d'eau, l'abattage des talus, le comblement des fossés, le drainage des terres, le recalibrage des rivières, la disparition des zones humides).

Tous ces facteurs empêchent le stockage de l'eau en surface et la lente pénétration jusqu'à la nappe phréatique. Or l'eau qui ruisselle atteint rapidement les fleuves, puis la mer, elle est inutile à l'homme (et la vitesse de ruissellement de l'eau a été multipliée par deux en cinquante ans).

• la consommation de l'eau: elle augmente considérablement depuis plusieurs dizaines d'années. En un siècle, la consommation dans le monde a été multipliée par sept. Si chacun porte une part de responsabilité à travers un confort et une hygiène accrues, l'agriculture apparaît comme la cause principale de ce gaspillage: les prélèvements d'eau dans ce secteur ont triplé en 25 ans, du fait notamment de l'irrigation (ainsi les maïsiculteurs alsaciens pompent-ils gratuitement 35 millions de m<sup>3</sup> d'eau chaque année!).

Ces trois critères conjugués font que la ressource en eau réellement dispo-

nible est de plus en plus rare. Gilles-Eric Séralini a mis en évidence une corrélation entre la croissance démographique et la disponibilité en eau. Ainsi, durant le millénaire qui se termine, pendant que la population humaine passait de 500 millions à six milliards, les réserves

regionalisées, entre citadins et ruraux. Les litiges à propos de l'eau sont en augmentation constante.

L'aspect quantitatif: au niveau planétaire, un milliard et demi d'hommes sont privés d'eau salubre ce qui entraîne 25 000 décès quotidiens, et la situation s'aggrave au cours du siècle prochain. Sans atteindre ces extrêmes, la situation est préoccupante plus près de chez nous. Hydrocarbures, métaux lourds, nitrates, phosphates, pesticides... empoisonnement pour long-temps encore nos réserves en eau.

L'activité agricole (une fois de plus) défraie la chronique depuis plusieurs années. Avec les nitrates, bien sûr, dont le taux augmente régulièrement dans les rivières, mais surtout les pesticides, allergisants, cancérigènes et nuisant à la fertilité masculine (donc très performants!). Cette situation critique de l'eau a d'ailleurs conduit la Commission européenne à classer la Bretagne tout entière « zone vulnérable » et Bruxelles à attaquer la France devant la cour de justice européenne pour ne pas avoir su faire respecter, en Bretagne, les directives sur les eaux potables et les eaux de surface (on notera, au passage, l'hypocrisie redoutable des instances européennes qui encouragent, par leurs subventions massives, l'agriculture productiviste, mais qui pénalisent les pays membres qui adoptent la même politique... à quelques francs près). Des milliards d'argent public (programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, plan Bretagne Eau Pure...) ont déjà été dépensés pour un résultat absolument nul, puisque les préjets, souvent contre toute légalité, continuent d'accorder les autorisations d'élevages hors sol.



d'eau douce disponibles passaient 8 000 à 4 000 km<sup>3</sup>. Les quantités d'eau douce disponibles par tête d'habitant ont diminué d'un tiers au cours des vingt-cinq dernières années. Les causes étant: la croissance démographique, le changement des modes de consommation, la pollution, l'irrigation et l'urbanisation croissante. Selon l'Unesco, si des mesures d'urgence ne sont pas prises d'ici à 2025, une crise de l'eau menacera près d'un milliard d'humains, y compris dans certains pays européens (Espagne, Allemagne, Italie). Déjà, la répartition des eaux est source de tensions, de conflits entre plusieurs pays, entre diffé-

rents investissements et se complexifie. Or les capacités techniques et financières de chaque collectivité sont souvent trop limitées pour assurer de manière satisfaisante la constitution et la gestion de ces services, même en recourant à l'intercommunalité.

La régie directe, c'est-à-dire la gestion publique, ne concerne plus que 20% du marché. La part du secteur privé (gestion déléguée) dans la distribution d'eau potable en France est passée de 31% en 1954 à 60% en 1980 et 75% en 1991. Les lois récentes sur l'eau fixent un objectif de qualité correspondant au respect des normes. Le volume des investissements à réaliser, dans le calendrier serré des échéances communautaires se traduira par un effort financier considérable demandé aux usagers. Un marché juteux s'est créé: les sociétés privées s'empressent de proposer leurs services. En France, plus de 70% de ce marché est détenu par deux sociétés multinationales solidement implantées dans le monde entier. La Compagnie générale des eaux, devenue Vivendi (plus de 200 milliards de chiffre d'affaires) et la Lyonnaise des eaux (environ cent milliards de chiffre d'affaires).

Le rapport de la Cour des comptes sur la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement, paru en janvier 1997, a mis en évidence la position hégémonique des compagnies privées de distribution. D'une part, la complexité des procédés modernes de production et de distribution d'eau, qui exigent des personnels hautement qualifiés, engendre l'incapacité technique et financière des collectivités locales, dont profitent les compagnies privées. D'autre part, la signature des contrats entre les élus locaux et ces compagnies a permis de développer une corruption assez considérable. L'usager paie lourdement cette situation, en matière de démocratie (information limitée, non-fonctionnement des commissions prévues par la loi) et en matière de coût (les

poets-de-vin et autres gracieusetés se traduisent par une augmentation du prix de l'eau). Non seulement le consommateur paie de plus en plus cher une eau de moins en moins potable, mais une grande disparité de tarifs s'est établie entre les communes, tordant le cou au principe d'égalité entre les usagers ainsi qu'à l'exigence de vérité des prix. Une enquête réalisée en 1998 par l'« UFC-Que choisir » faisait apparaître le prix moyen du m<sup>3</sup> d'eau en France: 14 F en régie directe (public), 18 F en gestion déléguée (privé)!

## L'eau est un besoin, gérons-la nous-mêmes

D'un côté, des firmes, agroalimentaires, entre autres, qui augmentent leurs gains en polluant la ressource en eau. De l'autre, des compagnies privées de distribution de l'eau qui accumulent les profits à partir d'un matériau... gratuit, et qui peuvent développer, grâce à ces bénéfices, leurs filiales de télécommunications, de télévision, de publicité ou de traitement des déchets. Et d'autres grands groupes tels que BSN-Danone, Nestlé... qui se lancent dans les rachats de concession. Allons-nous continuer à régler l'addition sans broncher, qu'elle vienne de l'Etat ou d'une entreprise privée? Allons-nous nous résigner à une rentabilité financière qui transforme l'usager en client, et subir passivement la privatisation des bénéfices et la socialisation des pertes? Dans certaines communes, la municipalité est revenue à une gestion directe... et le prix de l'eau a diminué! Il ne reste plus à la population qu'à prendre le contrôle de la gestion communale! Ce qui est en jeu dans la gestion de l'eau, comme dans les transports, la santé, l'éducation ou le logement, c'est bien entendu la notion de service public, c'est-à-dire d'égalité sociale, mais c'est à la fois beaucoup plus: c'est la survie des générations à venir.

Jean-Pierre Terrais. - groupe La Commune (Rennes)

## Quelques conseils pratiques aux abonné-e-s du Monde libertaire

### Distribution Routage

Le M-L est distribué à nos abonné-e-s par la Poste. Cette distribution s'effectue par routage 205 c'est-à-dire en envois routés urgents. Vous devez normalement recevoir votre journal à J + 1 ou J + 2, c'est-à-dire le lendemain ou le surlendemain de son dépôt au bureau de départ. Sauf problèmes techniques toujours possibles mais très peu fréquents en pratique, notre hebdo est imprimé et mis sous bande, invariablement le mardi. Il est déposé pour envoi, à Dieppe-Courrier, avant 16h30 le mardi après-midi. Logiquement, il doit donc vous parvenir le mercredi ou le jeudi au plus tard, que vous habitiez Bourges (18), Paris (75), Saint-Brieuc (22), ou Ouveillon (11). Cette règle s'applique aux abonné-e-s individuel-le-s ou aux abonné-e-s recevant des envois multiples pour la vente à la criée.

Si vous recevez votre (vos) journal (journaux) régulièrement hors de ces délais nous vous demandons de bien vouloir nous en informer rapidement par lettre (Le Monde libertaire Abonnement Routage c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris). SVP Joindre votre bande de routage, en précisant le numéro concerné, la date et le jour à auxquels vous avez reçu votre journal, dans votre courrier. Même si les retards dans la distribution postale restent rares, ils sont très désagréables pour nos abonnés qui les subissent.

### Changement d'adresse

En cours d'abonnement, si vous changez d'adresse, n'oubliez pas de nous le signaler par courrier (Le Monde libertaire Abonnement Routage c/o Publico 145 rue Amelot, 75011 Paris) en indiquant votre ancienne adresse et la nouvelle, ou directement par téléphone ou en laissant un message au 02 35 84 27 17.

## Privatisation des bénéfices et socialisation des bénéfices

Les communes sont désormais des acteurs essentiels dans la gestion de la ressource en eau. La compétence obligatoire des communes s'étend aujourd'hui à l'ensemble du cycle de l'eau, de la production d'eau potable à l'assainissement des eaux usées. La gestion de l'eau exige

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication: J. Toublert  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie:  
 Les Informations dieppoises SA,  
 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigne

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot  
 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
 Fax: 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé; tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
 Chèque postal  Chèque bancaire   
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

# Luttes dans l'enseignement pour des actions solidaires et libertaires

**C**OMME IL FALLAIT S'attendre (cf ML précédents), les actions des parents d'élèves et des enseignants en lutte ont continué pendant les vacances scolaires. Banderolles déployées sur les Arènes, rassemblements, interventions à des péages, apéro et pique-nique devant la préfecture, envois de fax au ministère, collages d'affiches... ont émaillé la semaine écoulée.

Les propositions d'Allègre dans le cadre de la nouvelle carte scolaire n'ont

pas convaincu. Car si le Gard s'est vu attribuer 66 postes d'enseignants supplémentaires, il n'en restait (départs à la retraite et formations obligent) qu'une trentaine en réalité. On est loin de la revendication des 500 postes pour le Gard. L'intersyndicale avait appelé à une AG le 24 février. Elle a conclu à la continuation du mouvement. Même son de cloche du côté de la FCPE gardoise : elle continue le mouvement et signale qu'elle réclame toujours des négociations à Allègre qui n'a pas daigné rencontrer parents d'élèves ou ensei-

gnants en colère. Les 66 postes promis ne sont donc pas pour les satisfaire.

Dans l'Hérault, la mobilisation reste de mise aussi ; le département de la Lozère a démarré, à la veille des vacances, un mouvement d'occupation et de grèves (suivi à 70%). Les mobilisations risquent d'être fortes pour la journée nationale du 16 mars, fédérations de parents d'élèves et de lycéens se joignant au mot d'ordre de grève contre le gel des emplois dans l'Éducation. Dans le secondaire, déjà mobilisé dans notre région, la colère gronde aussi : la nouvelle carte scolaire n'a pas satisfait dans les collèges et les lycées.

Le mécontentement qui monte provoque des remous. Ainsi, la FCPE du Gard a-t-elle déclaré lors de son rassemblement nîmois du 23 février qu'elle désapprouvait les déclarations de la FCPE nationale qui s'estimait satisfaite des créations de postes proposées par le ministre. Le groupe des 10, SUD-Education en tête, appelle à une généralisation du conflit dans le secteur public (1).

L'avenir du mouvement est donc incertain, malgré une mobilisation qui reste constante pendant les vacances. La continuation et le succès du mouve-

ment dépendent pour beaucoup de l'écho qu'il rencontrera partout en France.

## Journée d'action le 16 mars

Le *Monde libertaire* a participé, à son échelle, à populariser le mouvement auprès de l'opinion publique quand bien des médias s'en désintéressaient. Il faut continuer : les libertaires, devant le blocage de l'information pratiqué y compris dans les syndicats enseignants, doivent amener leurs associations de parents d'élèves et leurs syndicats à réagir vite en expédiant des motions de soutien ou des dons pour soutenir le mouvement du Gard et de l'Hérault. Dans l'absolu, une généralisation du

mouvement est à souhaiter : un rapport de force est seul à même de faire céder Jospin et Allègre, son bouc émissaire de service. Affirmer notre solidarité, relayer et faire circuler l'information sur le conflit, donner un souffle nouveau à cette contestation en la globalisant et en la généralisant sont des tâches essentielles dans l'immédiat. C'est le rôle des libertaires solidaires qui pourront intervenir lors de la journée d'action du 16 mars sous le signe de la solidarité, de la grève générale dans le public et de propositions en faveur d'un service public menacé par l'Etat.

Daniel. - groupe Gard-Vaucluse de la FA.

(1) ce que les groupes de la F.A. Gard-Vaucluse et Hérault proposent depuis deux semaines



# Lettre ouverte des détenus de Poissy

Le Collectif des détenus de la Centrale de Poissy a transmis une lettre ouverte à Ras-les-murs. Nous l'avons lue à l'antenne et souhaitons lui donner la plus large audience. Il est des vérités oubliées par le débat médiatique.

Ras-les-Murs (Radio libertaire)

**D**ANS UNE PÉRIODE OU DÉJÀ beaucoup ont du mal à accepter l'exclusion dont certains ont été victimes, à l'occasion des grâces de l'an 2000, voilà l'atmosphère qui règne à la Centrale de Poissy. Depuis les révélations du médecin-chef de la Santé, une partie des surveillants et des brigadiers, pour la plupart affiliés au syndicat U.F.A.P et poussés par celui-ci, utilisent tous les moyens pour créer des tensions. Toutes les méthodes pour provoquer sont utilisées. Dernièrement, deux détenus se sont retrouvés au mitard pour avoir réclamé de prendre une douche avant d'aller au parloir. La direction et le personnel d'encadrement ont conscience de la situation mais sont dans l'incapacité de réagir comme ils le souhaiteraient, étant donnée la puissance du syndicat. La Centrale vit au rythme des exigences de l'équipe n°1 (et des ses émules) qui fait pression sur le reste du personnel. A chaque fois qu'une revendication est adressée au directeur, celui-ci, au lieu de la traiter, agit de façon expéditive en transférant disciplinairement celui ou ceux qui auront pris la parole pour l'occasion, créant une psychose du transfert au sein de la population carcérale. Malgré les améliorations que

nous sommes en droit d'espérer, nous n'osons plus nous manifester. Par exemple, pour 250 détenus, nous ne disposons que d'une seule cabine téléphonique ; il est facile d'imaginer l'encombrement le week-end, le mercredi et aux heures de pointe. En ce qui concerne le parloir - dont on ne cesse de nous répéter que bientôt des unités de vie familiale seront mises en place, mais dont les travaux n'ont toujours pas commencé alors que l'emplacement est prévu - il n'est pas conforme au règlement et ne permet aucune intimité avec nos familles. En effet, il ne devrait pas y avoir de vis-à-vis et ils devraient être équipés de cloisons sur 3 côtés, ce qui n'est pas le cas, sans parler des caméras qui nous épient en permanence. Pour une Centrale (qui détient une quarantaine de condamnés à perpétuité et une majorité de longues peines), nous ne possédons aucun local pour faire notre cuisine (four, friteuse, etc.) et aucune cantine alimentaire extérieure, comme c'est le cas dans tous les autres établissements similaires. Enfin, depuis trois ans, aucun détenu n'a bénéficié d'une libération conditionnelle.

On ne vit plus dans l'espoir. C'est dramatique dans la mesure où les

peines ont considérablement augmenté et que les grâces ne concernent pas toute la population. Dans ces conditions, pas étonnant que la France détienne le triste record des suicides. Poissy n'en est pas épargnée. En décembre, un gitan s'est donné la mort de façon bien mystérieuse. La conclusion de l'administration n'étant pas celle des détenus. Samedi 12 février, vers 21 heures, un détenu qui était à quelques mois de sa libération, après avoir déjà purgé plus de 12 ans, se serait pendu. Il aurait été retrouvé pendu au support de télévision situé à 1,80 m du sol... au-dessus de la cuvette des w.c. Bizarre ! Encore plus bizarre que le brigadier de service n'ait ouvert sa porte qu'une demi-heure après avoir été avisé du drame. On peut logiquement supposer qu'en étant intervenus plus tôt, les secours seraient parvenus à le ranimer. Ce détenu demandait son transfert depuis belle lurette, on lui répondait toujours favorablement, mais rien n'arrivait. Est-ce ce qui l'aurait poussé à ce geste fatal ? Ce n'est, une fois de plus, pas l'avis de la population qui ne veut pas croire au suicide. Tout ceci n'étant pas fait pour apaiser les tensions, nous osons espérer que la situation ne va pas se dégrader dans les jours à venir, mais ne pouvons le garantir. Nous espérons que vous pourrez faire évoluer les choses dans le bon sens et vous en remercions d'avance.

Collectif des détenus de la Centrale de Poissy

## 2000 ans d'obscurantisme

DEPUS-TOI  
BIZET ON DANS  
LE CRANIEL



# Pas de quoi jubiler !



Fédération anarchiste libertaire  
345, rue Amiot, 75013 Paris

Affiche deux couleurs (fond violet) au format 40x60, éditée par le groupe Sacco et Vanzetti de la FA. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F l'unité ou 25 F les 50 exemplaires (chèque à l'ordre de Publico).

## Faits d'hiver Abject !

Daniel Derguy, considéré par la police comme un des chefs d'ETA en France, et qui vient d'être condamné pour cela à 10 ans de prison le lundi 21 février 2000, est allé jusqu'à deux mois de grève de la faim pour essayer d'obtenir « le transfert des prisonniers basques dans des établissements proches de leur domicile. »

Notre gouvernement socialo-coco-écolo, considérant cette demande comme « intolérable », ne semble pas décidé à la satisfaire et est prêt à le laisser mourir alors qu'une bande d'assassins nationalistes n'attend que cela pour « justifier » la reprise de ses attentats imbéciles et criminels. Au royaume de l'Etat comme dans la petite seigneurie d'ETA, les maîtres du moment et ceux qui aspirent à les remplacer, parce qu'ils sont les deux faces d'une même médaille, n'en louperont décidément jamais une !

Dans son numéro du 23 février, *le Canard Enchaîné*, dans un article signé par certain Nicolas Beau (ça ne s'invente pas), tire à boulets rouges sur ce pauvre hère de Bertrand Delanoë et sa pitoyable candidature à la mairie de Paris. Comme si cela pouvait ajouter quelque chose à l'évidence notre « confrère » (il se dit encore que le Canard aurait quelques accointances libertaires au niveau philosophique) a cru bon d'illustrer son brûlot par un photo représentant Delanoë sous un jour grotesque. Pis, comme ça, en passant, histoire de, l'auteur de l'article ose : « Mais il n'est pas un auteur ni un orateur né, personne, pas même dans l'entourage de son éventuel concurrent, Jack Lang, ne nie que Bertrand soit « sympathique », « gentil », « très gentil », et même « courageux » quand il revendique son homosexualité en novembre 1998, et cela sans ostentation. Même Mitterrand, poursuivent ces méchantes Lang... »

Comme s'il n'était pas courageux (sans guillemets), au jour d'aujourd'hui, de revendiquer son homosexualité, et comme s'il était nécessaire d'insinuer (le Front national, lui, a les couilles d'afficher sa haine des pédés) que la sexualité d'un homme politique puisse...

Cela me fait chagrin de le dire, mais entre les crapules de la gauche-caviar-plurielle, les fronts bas de la basquitude et un journal qui a illuminé mon adolescence, force est de reconnaître qu'il y a un dénominateur commun !

Tous me font dégouter !

Jean-Marc Raynaud

# Bonaventure (France) et AUPEJ (Sénégal) Dynamique éducative et sociale par l'entraide

**U**NE CLASSE UNIQUE nichée à l'orée d'un bois, quelques mômes se tarabiscotent les neurones pour un problème... de cabane... Et un monsieur endimanché capable de faire des nœuds avec quatre bouts de ficelle: le coup de foudre! Pourquoi t'es tout noir? As-tu la télé dans ta case à Dakar? Comment faites-vous à Oléron pour apprendre à lire, à écrire et à compter à partir des actes de la vie quotidienne? S'il n'y a pas de locaux à Tivaouane où se déroulent les activités? Comment avez-vous construit ces jeux de lecture? Quel type de réseaux avez-vous tissé? En 1993, les questions fusionnent, se télescopent.

Deux ou trois voyages pour les uns... Une tournée de solidarité montée à la va vite pour les autres... Des échanges de courrier... Des contacts multiples... D'une curiosité croisée naît petit à petit un renforcement mutuel: une reconnaissance par-delà les cultures, la religion, la pauvreté, les situations sociales.

## La transversalité: espéranto des alternatives sociales

AUPEJ et Bonav se sont entre-appris des milliers de petits riens, de respect mutuel, observations croisées qui ont fortifié les deux structures. AUPEJ, malgré la misère, des difficultés administratives insurmontables, l'impossibilité de structurer à long terme, intègre la précarité, les décalages sociaux à sa dynamique populaire: elle les valorise en convertissant la débrouillardise en émancipation collective. Une grande leçon d'autonomie sociale!

Bonav transforme sa marginalisation sociale et éducative en espaces de créations individuelles et collectives. Elle convertit sa dépendance politique et économique en un réseau solidaire d'alternatives sociales: une démarche globalisante utile à tous les partenaires. La mutualisation des qualités et des défauts de l'une et de l'autre concrétise, visibilise des possibilités réelles de trans-

formation sociétale en matière éducative et culturelle.

L'énergie sociale de l'Africain protège l'Océane des démons de l'insularité. La rigueur institutionnelle de la libérale consolide les initiatives de sa jumelle sénégalaise. Sans AUPEJ, Bonaventure peut jeter aux poubelles de l'utopie ses perspectives de transversalité sociale. Sans Bonaventure, AUPEJ s'enfermerait dans le quotidien sans futur: tel Sisyphe elle reconstruirait ses espaces éducatifs.

## La construction de pôles alternatifs internationaux

Emmurée par la pauvreté, AUPEJ utilise le partenariat avec Bonaventure pour redynamiser ses pratiques sociales. Il s'agit non seulement de bénéficier d'un soutien logistique gratuit, c'est-à-dire à visée égalitaire. L'entraide vise un renforcement des pratiques éducatives pour autonomiser les populations et non un assujettissement aux visées sociales d'un bailleur de fonds huma-

niste. Mais également à déchiffrer ses propres capacités afin de construire des alternatives éducatives innovantes. Les modèles éducatifs sévissant au Sénégal découlent de l'enseignement formel ou de l'école coranique hiérarchisée à l'extrême. Ils n'ont aucun écho avec les besoins des populations. A chaque rencontre, à l'occasion d'analyses croisées AUPEJ consolide ses axes de travail.

Cloisonnée dans la sphère du privé ou la marginalité politique, Bonaventure tire des enseignements sociaux fondamentaux des relations qu'elle entretient avec le mouvement d'éducation populaire sénégalais et plus particulièrement avec AUPEJ. Dans un premier mouvement, à travers l'examen transversal des histoires de ces institutions françaises et sénégalaises, par l'apprentissage des méthodes d'analyse utilisées par les acteurs sociaux africains, elle contextualise les difficultés à élargir un mouvement éducatif libératoire à visée populaire. Dans un second temps, elle transforme son isolement en organisant un mouvement de sympa-

thie non pas autour de sa seule survie mais pour étayer un mouvement éducatif autonome et alternatif sénégalais. Les possibilités de construire des alternatives sociales autonomes en Europe, et notamment en France dans le secteur éducatif quasi-monopole d'État, se réduisent comme une peau de chagrin. Bonaventure n'a pu ou su construire autour d'elle (c'est-à-dire à partir d'un mouvement éducatif autogéré) une alternative à l'appareil d'État en matière culturelle pour deux raisons principales: l'indifférence du mouvement libératoire à concrétiser des projets sociaux, les prégnances économiques et sociétales du capitalisme occidental. Se solidariser ou rendre solidaire des organisations syndicales, pédagogiques ou anarchistes avec un mouvement éduca-

tif populaire autonome représente un premier pas symbolique pour rompre avec la tutelle de l'État ou des pouvoirs financiers sur le système éducatif européen. AUPEJ offre une socialisation à Bonaventure inestimable. En effet ces mêmes organisations indifférentes aux alternatives politiques collaborent avec une structure qu'elles connaissent... mais qu'elles ignorent. En rester là reviendrait à se couvrir d'un linceul tiers-mondiste rassurant. L'élargissement de cette entraide, de ces échanges, dans la perspective de la construction d'un espace international libératoire renforçant des initiatives sociales, deviendrait un aboutissement à cette collaboration. Le voulons-nous?

Thyde Rosell. - groupe Bakounine (Oléron)



## Chronogramme des activités de Bonaventure au Sénégal

Février 1995: participation aux rencontres de l'éducation alternative.  
1996: envoi de matériel: livres et ordinateur, matériel didactique pour aider à l'ouverture de la bibliothèque Bonaventure de Tivaouane et la création du journal d'AUPEJ « Regard pluriel ».

Février 1997: participation au colloque sur l'éducation populaire dans la perspective de créer une charte de l'éducation populaire sénégalaise. Intégration de l'ASEM à ce colloque.

Septembre 1998: organisation d'une tournée de solidarité avec AUPEJ: construction du local scolaire.

Décembre 1999: organisation d'ateliers d'échanges de savoirs avec l'ASEM, les femmes du RAP (Réseau des apprentissages populaires), les composantes du Programme d'éducation alternative. Naissance à Dakar et Tivaouane de deux cellules de l'ASEM.

Février 2000: mise en relation entre un groupement du RAP et un groupe féministe parisien, entre ACAPES et les lycées expérimentaux, entre la caisse de crédit des femmes de Tivaouane et la commission femmes de la CNT... mise en place d'un soutien financier international pour construire de nouveaux locaux et aider à la mise en place d'une banque de denrées de première nécessité...

## Présentation d'Actions Utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse Qu'est ce qu'AUPEJ ?

**V**AINCIRE LA DÉVIANCE, PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE et toutes les formes de dépravations sociales chez les enfants et les jeunes. C'est autour de cette idée-force que s'articulent toutes les activités et initiatives menées. Cette association œuvre pour la mise en place d'un système socio-éducatif de prévention contre les fléaux sociaux contemporains: analphabétisme, déperdition scolaire, drogue, prostitution, délinquance juvénile, sexualité négative, maternité rapprochée, maltraitance, marginalisation des enfants, chômage et exode féminin.  
1993: organisation de vacances, classes de chants et de jeux tirés du patrimoine africain. De 27 à 100 enfants ont participé à ces activités. Ces activités étaient ponctuées par des séances de forums, de médiation, d'animation par le journal. Soutien scolaire. Les activités d'AUPEJ se déroulent dans la rue, les arrière-cours ou des locaux mis à disposition par les familles.  
1994-95: arrêt des activités dû au départ des animateurs à Dakar. L'idée est reprise par les jeunes du quartier Fogny: préparation à l'entrée en 6<sup>e</sup>, théâtre, formation, programme d'hygiène. Classe maternelle.  
1997: élection des membres du bureau. Poursuite des activités malgré le turn-over important des encadreurs

et le manque de locaux. Création de la caisse de crédit des femmes dont les difficultés de gestion empêchent le développement. Ouverture d'ACAPES, collège-lycée scolarisant les jeunes évincés du système scolaire formel.

1998: grâce à la solidarité internationale, construction d'un local, rémunération ponctuelle des animatrices, bibliothèque, informatique, garderie. Programme élaboré avec les parents et les familles. Soutien scolaire plus sérieux. Grande instabilité de fonctionnement.

De 93 à 96, des cours de couture se déroulent dans une pièce louée à la mairie: création d'une coopérative de production. Des problèmes avec la préfecture et les idées politiques des Aupéjens: gestion du quartier par les habitants: les parents d'élèves, les ouvriers d'usine, les vendeurs du marché et tous les représentants des petits métiers. Les projets de micro-entreprise bois-fer restent dans les limbes faute d'animateurs bénévoles.

1999: intégration d'AUPEJ au programme de l'éducation alternative coordonné par Enda. Partenariat entre AUPEJ et ASEM (mouvement freinet sénégalais). Collaboration avec l'association des jeunes handicapés de Tivaouane.

Thyde

## crises de foi Propagande catholique

Lors du jubilé, l'Église exige au nom de la bible une redistribution des terres. Dans le document du conseil pontifical Justice et Paix, il est écrit ceci: « un très petit nombre de grands propriétaires terriens possèdent la majeure partie de la surface cultivable, tandis qu'une multitude de petits propriétaires, de métayers ou de fermiers cultivent la surface restante qui est souvent de qualité inférieure ». Aussi, l'Église à l'occasion du Jubilé demande à ce que la terre soit mieux répartie. Dans le document Comprendre et vivre le Jubilé, l'Église affirme que, au Brésil elle s'est engagée aux côtés des paysans pour la réforme agraire. Ce qui est faux, ce sont certains curés qui sont auprès des plus démunis tandis que des évêques soutiennent les grands propriétaires terriens. C'est le rôle du curé de base d'être avec le peuple est de suivre ses revendications sociales, tandis que ceux qui dirigent l'Église soutiennent l'État et les possédants. Une preuve? Au Mexique, il existe un évêque qui soutient les paysans les plus pauvres (Mgr Ruiz), il faut dire qu'il dirige l'Église dans l'État du Chiapas là où il y a un fort mouvement contestataire, sa marge de manœuvre est plutôt réduite, s'il veut garder ses outilles. Mais celui-ci a atteint l'âge de la retraite, aussi il a « intronisé » de sa propre initiative son successeur (Mgr Vera Lopez), lors d'une cérémonie. Aussitôt, le nonce apostolique, Mgr Juto Mulio Garcia, et le président de la Conférence épiscopale mexicaine, Mgr Morales Reyes, ont publié une Déclaration conjointe, déniaient toute valeur à la cérémonie. C'est que, ce Mgr Lopez dérange sa propre hiérarchie, il parle de droit pour les indigènes, ce qui n'est réservé qu'aux curés de base, une fois dans la hiérarchie on se doit de soutenir d'autres personnes.

Le Vatican s'inquiète lui aussi, pensez donc, il a de si bonne relation avec les dirigeants du Mexique. Et voilà qu'un évêque prends pour argent comptant les fausses promesses de l'Église. D'après le service de Diffusion de l'information sur l'Amérique latine « Rome ne veut pas que ses relations diplomatiques avec l'État mexicain soient compromises par un continuateur de Mgr Ruiz ». Même s'il bénéficie du soutien de ses outilles... Un petit conseil si vous arrivez à un certain sommet de l'Église voici la démarche à suivre: « Nous critiquons beaucoup des dictateurs quand nous sommes à Genève (siège du COE), mais nous sommes très polis et très gentils avec eux quand nous sommes dans leur pays ». Ceci a été dit très sérieusement par Mgr Anastasio, primat de l'Église orthodoxe. Le « nous » parle de l'attitude générale des représentants religieux à Genève... Et si la répartition des terres on s'en occupait nous-mêmes?

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

# Les maîtres du monde financier le génocide tchéchène

**E**N PLEINE GUERRE DE Tchétchénie, l'annonce a de quoi écœurer les êtres humains que nous sommes, surtout ceux qui pensent que morale et capitalisme peuvent cheminer bras-dessus, bras-dessous avec un peu de bonne volonté. La Deutsche Bank, le

Crédit Lyonnais, la BNP et la Bank of America ont consenti après un an et demi de négociations à effacer plus du tiers des 32 milliards de dollars de dettes héritées de l'ex-URSS. Cet accord est le bienvenu, si l'on se rappelle que le Fonds Monétaire International a gelé depuis l'été dernier tout nouveau

déboursement de prêt au gouvernement russe, suite à la révélation d'énormes scandales politico-financiers touchant aux plus hautes sphères de l'État.

## Pérenniser l'économie de marché

Mais cette décision n'est en soi pas une grande surprise et ce, pour deux raisons. Primo, les banquiers ont en fait un bon deal : depuis décembre 1998, ils devaient faire face à un débiteur, la Vnechekonombank, qui ne payait plus rien et qui avait accumulé près de trois milliards de dollars d'arriérés d'intérêts. Bref, ils n'avaient aucune chance de récupérer leur bel argent. En signant cet accord, ils ont obtenu un transfert de la créance de la Vnechekonombank à la Fédération de Russie qui dispose d'actifs et sur laquelle ils peuvent éventuellement mener des actions juridiques en cas de non-paiement futur.

Secundo, ce qui importe pour les Grands de ce monde, c'est que la Russie retrouve calme et sérénité. Les frasques du clan Eltsine ont été en effet profondément perturbantes pour le petit monde de la finance. Non point que ceux-ci aient en horreur les mafias. Non, ils les aiment mais installées, institutionnalisées, bref respectables. Mais en Russie, la nouvelle classe montante issue de l'effondrement du « communisme réellement existant » était franchement en-dessous de tout : la corruption, le clientélisme oui, mais avec discrétion et discernement. Pour rassurer et remettre de l'ordre, il fallait un

homme à poigne, autoritaire, capable de faire le ménage sans remettre en cause la libéralisation du régime.

Cet homme providentiel s'appelle Vladimir Poutine (voir ML n°1188 - NDLR). Le Peuple russe est triste, malheureux, se sent humilié? Offrons-lui une bonne petite guerre néo-coloniale! Le nationalisme, c'est bien connu, ça réchauffe les cœurs à défaut de remplir les ventres. Le peuple russe se plaint de la corruption, de ces nouveaux riches arrogants? Poutine s'en charge, tance un peu le clan Eltsine pour donner le change, et surtout rabaisse le caquet de certains opposants. Parce que des histoires sur le petit monde politique russe, il en connaît le Vladimir, lui, l'ancien du KGB. Et il peut donc en profiter pour rappeler à l'ordre le Maire de Moscou, Iouri Loujkov, dont la femme, Eléna Batourina, est dans les affaires, c'est-à-dire, dans la Russie post-soviétique, en lien avec la mafia!

À quelques semaines des élections présidentielles, Vladimir Poutine s'affirme donc comme le principal prétendant au trône laissé vacant par Boris

Elsine. Rien ne lui résiste. Je dirai même plus : hormis les Tchétchènes, personne n'a envie de lui résister.

Vladimir Poutine sera donc sauf surprise de dernière minute le prochain président de la Russie. Derrière lui, il aura tout l'appareil de l'ex-KGB, des militaires, des nationalistes, qui aiment l'ordre et la discipline y compris dans le libéralisme.

Sous ses pieds, il aura les cadavres de dizaines de milliers de Tchétchènes tellement pauvres et musulmans qu'ils n'intéressent pas grand monde. Et puis, comme l'a déclaré le président américain : « Nous ne sommes pas d'accord avec lui sur tout, mais ce que j'ai vu jusqu'ici me montre qu'il est capable d'être un dirigeant très robuste, efficace et déterminé ».

Je doute qu'à Grozny, les survivants aux bombardements, massacres et autres tortures apprécieraient les propos de Bill Clinton.

Patsy  
émission « Le monde comme il va »  
Alternantes FM 98.1 (Nantes),  
91 à Saint-Nazaire



## Succès électoral des réformateurs iraniens Fissures dans le modèle intégriste

**L**E SUCCÈS DES RÉFORMATEURS IRANIENS AUX élections était attendu. Seul l'ampleur de celui-ci est une réelle surprise. Malgré les embûches, les menaces, les partisans de l'actuel Président Mohammed Khatami ont obtenu au premier tour 130 des 170 sièges pourvus. Ce n'est plus une victoire, c'est un raz-de-marée! Pis, l'ancien Président Rafsandsjani, bras droit de l'ayatollah Khomeiny, qui, pour l'occasion, avait monté une coalition de conservateurs et de réformateurs, n'est même pas sûr d'être élu!

Comme l'explique le politologue Ahmed Salamati : « l'élimination [de Rafsandsjani] de la scène politique est la conséquence de son règne de vingt années à la tête du pays [...] Elle traduit donc clairement une volonté de changement de régime ». Le parlement iranien comptant 290 députés, il ne manque plus aux réformateurs que 16 sièges pour avoir la majorité absolue. À la grande surprise des observateurs, les réformateurs ont remarquablement percé, y compris dans les campagnes qui, traditionnellement, sont proches des courants conservateurs. Les réformistes ne sont donc plus soutenus uniquement par la jeunesse, les femmes, certains milieux d'affaires que le rigorisme effraie, mais également par de larges pans de la société, y compris paysanne. Le discours du Front de la Participation a donc été particulièrement entendu. Ses promoteurs ont habilement joué sur deux registres. Le premier est celui de la contestation de l'ordre établi : il y a nécessité d'accorder plus de liberté individuelle, plus de droits politiques; le second est de l'ordre de la fidélité à l'esprit de la révolution de 1979 : refaire du Parlement la vraie maison du peuple comme le désirait l'ayatollah Khomeiny et non un lieu de rente pour bureaucraties et fonctionnaires! La société iranienne, il est vrai, est en pleine mutation. Depuis une décennie, ce pays est entré dans une nou-

velle phase politique. Les successeurs de l'ayatollah Khomeiny sont aujourd'hui des gestionnaires : il leur faut gérer pragmatiquement la situation économique et sociale, consolider l'État central et assurer la mainmise du pouvoir d'État sur le religieux, sur les fameux Gardiens de la révolution.

Sur le plan économique, Khatami a bien compris que l'enjeu actuel n'était pas de s'endormir sur la rente pétrolière, mais d'investir dans l'appareil productif, seul moyen de créer des emplois qui manquent si cruellement dans le pays. Car, si Khatami a enfin une belle et forte légitimité, l'ampleur du scrutin fait peser sur ses épaules de lourdes responsabilités. Soit il fait siennes les revendications populaires légitimées par le scrutin : réformes économiques, libertés politiques, réformes des mœurs; soit il tergiverse afin de ne pas provoquer la colère des conservateurs, des mollahs, bref du Conseil des gardiens de la constitution chargé de veiller à la constitutionnalité des lois votées par le Parlement et à leur conformité aux principes de l'Islam!

Le choix peut sembler simple à première vue : c'est oublier que ces mêmes conservateurs contrôlent la justice, les puissantes fondations révolutionnaires, les organes de répression, l'armée et les institutions islamiques. Même largement majoritaires au Parlement, les réformistes auront-ils le courage d'entrer en guerre ouverte avec eux? Rien n'est moins sûr. Peut-être préféreront-ils nouer une alliance discrète mais réelle avec les moins grégaires des conservateurs afin d'asseoir encore plus solidement leur pouvoir et de délégitimer toute réaction au nom de l'Islam des secteurs les plus récalcitrants. En tout état de cause, il est à craindre que le pays n'entre dans une forte période de tensions.

Patsy. - émission « Le monde comme il va »  
Alternantes FM 98.1 (Nantes)

## Mobilisations antimilitaristes en Russie

**A**PRES PLUS DE SIX MOIS d'une guerre meurtrière contre les Tchétchènes, on ne peut qu'être étonné par le peu de réactions que cette guerre provoque en Russie même. La quasi totalité de la classe politique continue à soutenir la guerre de Vladimir Poutine, même si beaucoup ne sont pas dupes de la manipulation. Peu de politiciens se démarquent, et quand ils le font ce n'est que pour critiquer les excès, rarement le bien-fondé. Ces critiques de l'action militaire viennent des milieux libéraux labloko et d'une partie de l'Union des Forces de Droite, mais ces deux partis sont très proches de l'intelligentsia et peu implantés dans les régions.

L'ensemble de la presse ne s'est pas montré excessivement critique, la télévision a lourdement appuyé l'armée, en particulier la télévision publique ORT, RTR. Seule la télévision privée NTV a depuis quelques semaines fait preuve d'une certaine indépendance. Mais son actionnaire principal, le conglomérat géant Gazprom (10% du PNB russe), l'a fermement rappelée à l'ordre. NTV, créée peu avant la première guerre de Tchétchénie, avait conquis ses lettres de noblesse en informant honnêtement sur la guerre. Mais cette fois-ci, l'État n'a voulu tolérer aucun écart. La propagande militariste s'est trouvée renforcée par un contrôle très strict de l'information sur la zone de guerre. Peu de correspondants étrangers ont pu rester dans la zone et souvent ils ont été arrêtés. Ainsi l'envoyé spécial de Libération retenu pendant quelques jours. Plus grave, un journaliste russe travaillant pour Radio Svoboda, une radio américaine émettant en russe et autorisée par un oukase de Eltsine, a disparu, d'abord arrêté par les militaires russes et ensuite soi-disant échangé contre des prisonniers russes pris par les Tchétchènes. Cette arrestation a provoqué une prise de conscience

dans une partie de la société. Ainsi, à la mi février, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés pour réclamer la libération du journaliste. La quasi-totalité des journaux de Moscou (sauf ceux liés au gouvernement ou au Parti communiste) ont publié un numéro spécial diffusé à plusieurs millions d'exemplaires gratuitement. Cette mobilisation sans précédent s'est faite plus pour la liberté d'expression que contre la guerre.

### Une contestation visible

Même si la mobilisation des militants anti-guerre n'est pas une mobilisation de masse, elle se voit néanmoins. On croise de nombreux autocollants antimilitaristes dans les rames ou les escaliers mécaniques du métro. Ils questionnent le pourquoi de cette guerre, réclament un statut d'objection. Assez régulièrement, des piquets sont organisés à Moscou Place Pouchkine qui rassemblent quelques dizaines de militants. Plus que le nombre, c'est la diversité des participants qui frappe : militants anarchistes ou pacifistes, bouddhistes ou mères de soldats.

La guerre n'est pas encore impopulaire, malgré les milliers de soldats russes morts, malgré les bombardements de civils, malgré les exactions généralisées des troupes russes. Les raisons de ce phénomène sont multiples : d'abord le choc des attentats de septembre, toujours attribués aux Tchétchènes, un certain racisme anti-caucasien doublé d'une peur certaine. Par ailleurs, cette guerre renforce le camp national-patriotique et est vue comme une occasion pour redorer l'image de l'armée et redresser la tête face à un Occident riche et arrogant.

Jean Raymond à Moscou, réseau No  
Pasaran pour Radio Libertaire et le  
Monde Libertaire

LECTURE

## Les fusillés de la grande guerre et la mémoire collective (1914-1999)

**D'**EMBLÉE NICOLAS Offenstadt, qui s'appuie sur une documentation impressionnante et a pu avoir accès aux archives des conseils de guerre, tout en dressant le constat que « l'ombre des fusillés est de plus en plus présente à l'esprit des contemporains de cette fin de siècle », circonscrit sa méthode de recherche : « La discipline historique n'a pour vocation ni d'instruire des procès ni d'être la science organique des pouvoirs ».

Il rappelle tout d'abord que, contrairement à une opinion fort répandue qui focalise sur les mutineries de 17, il y a eu plus de fusillés entre septembre 1914 et juin 1915 que pour l'ensemble de la durée ultérieure du conflit – 600 en tout.

La justice a en effet été d'autant plus sévère en 1914 que « les premiers mois de la guerre ont été très difficiles pour les soldats et que le contrôle du pouvoir civil est lointain ». Ce qui ressort de ses constatations, c'est la volonté des officiers de « faire un exemple » en opérant une sélection arbitraire, comme dans l'affaire des « Six de Vingré » dans l'Aisne, fusillés en novembre 1914 et dont le monument inauguré en leur honneur le 5 avril 1925, après avoir été réhabilités en 1921, figure en couverture du livre.

On en profite aussi pour éliminer les fortes têtes comme Charles Vally, mutin fusillé en juin 1917 qui « jouissait sur ses camarades d'un ascendant qu'il

employait mal, tenant quelquefois des propos anarchistes », tout en concluant de façon hypocrite : « Mais aux tranchées et au feu, il faisait assez bien son devoir ».

Toutefois, ce qui est étonnant en définitive, c'est qu'il y a eu « très peu de résistances, de révoltes ou de refus » et par contre « le consentement en fait de millions d'hommes ».

L'auteur met aussi l'accent sur le rôle de la Ligue des Droits de l'Homme qui se retrouve, pendant le conflit comme dans les années qui ont suivi, en première ligne, rôle qu'on retrouve à la lecture des « Cahiers des Droits de l'Homme » abondamment cités. Ainsi, c'est en ces termes que Blanche Maupas, veuve du caporal Maupas fusillé en mars 1915, s'adresse à la Ligue le 30 avril 1915 : « Je viens demander à votre belle et puissante association son appui dans cette œuvre de réhabilitation. » C'est dès 1916 que la Ligue va demander que les erreurs judiciaires commises par la justice militaire soient redressées et, dès 1918, trente jugements de conseils de guerre seront cassés par la Cour de cassation. Saluons au passage l'une des grandes figures de l'époque, Henri Guernut, président de la section de Maubeuge.

Mais malgré tout, dans l'opinion publique, le sujet reste tabou et l'auteur n'omet pas de rappeler que le débat n'est pas spécifiquement français, s'appuyant essentiellement sur les exemples allemand, italien et anglais.

La sortie du film de Stanley Kubrick, *Les sentiers de la gloire*, en 1957, crée un véritable choc et il faudra attendre 1975 d'ailleurs pour que le film soit enfin projeté en France. Et c'est quatre-vingt ans après la cessation des hostilités, en recevant le 5 novembre 1998 le premier ministre, Lionel Jospin – dont le père, Robert, avait été un ardent pacifiste – que le maire de Craonne, « lieu sacré » symbole de l'hécatombe humaine au Chemin des Dames en 1917 qualifiée de « premier grand crime contre l'humanité », osera évoquer sans fards « la responsabilité de l'Etat dans cette boucberie ». La boucle est bouclée.

J-J Gandini

Nicolas Offenstadt, *Les fusillés de la grande guerre et la mémoire collective*. Ed. Odile Jacob 1999. 280 p. 140 F.

DISQUE

## La parole libertaire de Gaston Couté

**G**ASTON COUTÉ (1880-1911) RESTE, ENCORE aujourd'hui, peu connu (1). Et pourtant, ce poète libertaire beauceron mérite de l'être ! Ses textes sont hallucinants. Fascinants. Décapants.

Ils nous content la vie des gueux des champs et des villes. Ils dénoncent les souffrances du peuple, l'arrogance des grands de ce monde et la veulerie de leurs sbires. Ils conspuent les petites et grandes lâchetés des uns et des autres. Ils mettent en pièces les billes électoralistes, réformistes, nationalistes, religieuses... qui tiennent le peuple en laisse. Ils nonnent le tocsin de toutes les révoltes. Et, tout cela, dans une langue délicieuse.

Dans ce parler beauceron, proche de la parlure charentaise, où chaque mot pèse une tonne de nuances et se savoure de malice. Ce CD réalisé à l'initiative de Franck Thiriot, nous en

administre la preuve et vous ouvrira l'appétit d'en savoir plus sur l'un des plus grands poètes libertaires de tous les temps Gaston Couté est n'il y a 120 ans.

À cette occasion, une quarantaine de manifestations diverses vont avoir lieu en France et en Belgique (entre autres, du 6 au 13 mars, à la librairie du *Monde libertaire*). Allez-y ! Ça vaudra le jus !

Maylis O'Brian

Textes de G. Couté et M. Hallé dits par Lucien Charbonneau. Éditions du Monde libertaire. Chèques à l'ordre de Publico à envoyer à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, 75011, Paris (rajoutez 10 % en plus pour le port) Ce CD est vendu au profit de l'école libertaire Bonaventure

(1) Malgré le formidable travail d'édition du Vent du Ch'mln dont tous les livres sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

## Le Centre culturel libertaire autogéré de Metz en lutte

**L'**E COLLECTIF LIBERTAIRE DE METZ (CNT, FA, SCALP) a fait de la culture un enjeu politique et social important dans notre cité. En effet, la politique culturelle de la ville de Metz est des plus médiocres qui soit ; elle préfère largement investir dans une culture élitiste réservée aux notables de la région. Il faut savoir que la municipalité messine est propriétaire de « l'Arsenal », centre culturel important sur Metz, qu'elle verse chaque année 23 millions de francs de subvention à ce lieu où l'on retrouve au conseil d'administration, le sénateur maire J.-M. Rausch, la sœur de l'évêque, des gens de radio Jéricho (radio catho locale)... Conclusion, ce lieu a une programmation culturelle tout à fait institutionnelle, avec une politique de tarifs pour les entrées qui, de fait, ne permet qu'aux bourgeois locaux d'assister à ses spectacles. À côté de ça, deux petites salles essayent de se bouger : « les Trinitaires » et le « Petit Théâtre du Saulcy ».

Alors nous avons eu l'idée, devant ce désert culturel à Metz, de passer à l'action. Après plusieurs occupations éphémères de lieux appartenant à l'armée ou la mairie, nous avons ouvert le 6 novembre 1999 le Centre Culturel Libertaire Autogéré de Metz, au 57 rue des Allemands, immeuble à l'abandon, dont le propriétaire se trouve être la mairie de Metz. Plusieurs personnes ont rejoint ce projet et nous avons créé une association portant le même nom que le lieu. Nous sommes restés du 6 novembre au 18 décembre 1999. Les buts de ce lieu étaient divers : nous voulions faire de cet immeuble un lieu ouvert à tous, où les gens auraient pu se rencontrer, discuter autour de projets culturels ; nous voulions faire de cet immeuble un lieu de résistance sociale

et politique basé sur l'autogestion et la démocratie directe, et c'est ce que nous avons fait. Il y a eu dans ce lieu 3 concerts rock, 2 apéros concerts ; la CNT y tenait des permanences syndicales et juridiques ; nous avons ouvert une bibliothèque alternative « Louise Michel » avec plus de 250 livres le jour de l'ouverture ; des SDF commençaient à aménager un lieu de vie et les mardi se tenaient les assemblées générales où nous mettions en œuvre la démocratie directe et l'autogestion. Et pour permettre à toutes et à tous l'accès de ce lieu, tout était basé sur la gratuité.

La mairie de Metz, devant notre activité constructive, nous expulsa le 18 décembre au soir. Le 10 janvier 2000, le lieu fut rouvert par on ne sait qui. La mairie décida alors de saisir la justice : nous sommes passés au T.I.G. de Metz début février ; 2 membres de l'association ainsi qu'un musicien ont été accusés de dégradations. La mairie réclamait à leur rencontre 80 000 F d'amendes. La mobilisation fut réussie sur Metz : environ 500 signatures pour la pétition de soutien et environ 60 personnes présentes le jour du procès. Résultat des courses : nous avons été condamnés à payer la somme de 4 500 F.

Le Centre Culturel Libertaire Autogéré de Metz (le C'LAMEur) a décidé de lancer une souscription. Vous pouvez envoyer vos dons à : C.N.T. METZ - FAC des Lettres Île du Saulcy 57000 METZ (préciser au dos du chèque : solidarité avec le C'Lameur). Ceci dit, la lutte continue, et l'association est ouverte à toutes les bonnes volontés qui aimeraient voir ce projet se réaliser.

Pour le C'LAMEur, Maxime

## dans la toile

Changement de formule pour cette rubrique, nous tâcherons de coller d'avantage à l'actualité en apportant des pistes pour prolonger les réflexions tenues dans les articles du Monde libertaire. Cette semaine, donc, nous illustrerons trois des thèmes traités dans ce numéro, ou prochainement, par quelques adresses relevées au fil du surf...

### Les fonds de pension.

Une entrevue avec Jean-Marie Harribey de décembre 1998 qui n'a rien perdu de son actualité et où l'on conclut par l'ATTAC (1) (<http://www.altern.org/lcr33/economie/fondpens.htm>) de Bernard Lamirand, de la C.G.T. qui commence par un petit rappel historique ([http://www.cgt.fr/46e\\_congres/contributions/pension.htm](http://www.cgt.fr/46e_congres/contributions/pension.htm)) et une bibliographie sur le établie pour la C.F.D.T. ([http://www.ac-montpellier.fr/pedagogie/disciplines/ses/fds\\_pension.html](http://www.ac-montpellier.fr/pedagogie/disciplines/ses/fds_pension.html))

### Les sans-papiers en Belgique.

Un article de janvier dernier dans *Le Monde* écrit par Luc Rosenzweig ([http://www.lemonde.fr/article\\_impression/0,2322,37722,00.html](http://www.lemonde.fr/article_impression/0,2322,37722,00.html)) et bien sûr, une foudrante d'articles dans les archives d'Alternative libertaire Belgique (<http://www.citeweb.net/albelgik>).

### Les fusillés de la grande guerre (sans majuscules car nous ne pourrions nous y résoudre).

La critique du livre de Daniel Bermond dans *Lire* de décembre 1999 ([http://www.lire.presse.fr/l-histoire/281\\_005877.asp](http://www.lire.presse.fr/l-histoire/281_005877.asp)), le livre d'Offenstadt vu par *Libération* (<http://www.liberation.fr/quotidien/debats/novembre99/991111b.html>) et par *Le Monde* ([http://www.lemonde.fr/article\\_impression/0,2322,38296,00.html](http://www.lemonde.fr/article_impression/0,2322,38296,00.html)).

Pour finir, deux sites à ne pas rater. Le site du site anarchiste du groupe Dikobraz de Moscou s'élève clairement contre la guerre (<http://www.kolumbus.fi/antra/antiwar/>). La présentation du mouvement anarcho-punk par Bruce Colombet (<http://www.multimania.com/fourdu/gk.html>).

Voilà, bonne lecture, bon surf et n'hésitez pas à m'envoyer vos infos. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard

samal95@aol.com

(1) ATTAC (<http://perso.wanadoo.fr/espersygal/ami.html#attac>)

LECTURE

# Histoire et hérésie

**R**AREMENT L'OCCASION M'EST donnée de parler, ou plutôt d'écrire sur un genre littéraire qui est celui du roman historique. Encore faut-il savoir ce qu'on entend par roman historique ! Ce genre a souvent été utilisé par certains pour nous parler des problèmes existentiels de Colbert ou de la Marquise de Montespan, et encore j'en passe et des meilleures... Le roman historique peut-il se réduire à cela, à l'analyse des frasques d'un tel ou d'un tel en vue d'en faire un bon produit marketing ? Certainement pas. La fiction historique a été utilisée par les plus grands de la littérature de ce siècle, citons entre autres Thomas Mann avec *Joseph et ses frères* publié en 1933 en Allemagne, au début de l'ère nazie, et ce dans le seul but de nous permettre d'analyser une situation contemporaine en fonction du passé, passé devenu accessible car évitant les écueils du langage d'historiens trop éloignés de la langue du commun des mortels. Il n'en demeure pas moins, même si cela peut paraître contradictoire, que tout roman historique n'est pas une fin en soi, bien au contraire. Il amène le lecteur à chercher et donc à s'interroger sur

ce qu'il ne connaît pas. Le roman historique a donc une vertu pédagogique, me direz-vous ! Non, il est une volonté d'émancipation de nos a priori.

Pour y arriver, l'écrivain s'appuie sur une période historique et sur des personnages dont nous finissons par partager les idées et les sentiments. Ce subtil dosage est parfaitement réussi dans le dernier roman de Miguel Delibes, *L'hérétique*. Le titre du roman donne déjà une indication, il va être question de religion. Nous sommes au début du XVI<sup>e</sup> siècle dans une Europe agitée par les soubresauts de la Réforme de Martin Luther, une Europe où règne une atmosphère de fin du monde, une Europe où, grâce à l'imprimerie, le livre fait son apparition et notamment la Bible. L'action se déroule en Espagne, à Valladolid, sous le règne de Charles Quint. Deux personnages me viennent à l'esprit dès que l'on évoque l'Espagne de cette époque : Torquemada tout d'abord, grand inquisiteur, auteur d'une campagne antijudaïque qui va mener à la mort et à l'expulsion plusieurs milliers de juifs, à l'origine du racisme envers les juifs ; le deuxième n'est autre que Ignacio de Loyola, fondateur de l'ordre

des jésuites, outil de l'Église catholique pour combattre la Réforme. Or ce n'est pas exactement de cela dont il est question dans ce roman, même si l'inquisition et les jésuites y jouent leur rôle ; il y est plutôt question d'un homme. Cipriano Salcedo, commerçant prospère, insatisfait de sa vie, en quête de son identité, à la recherche de sa liberté dans un monde où la liberté s'exprime au travers de la religion. Cet homme, humaniste à ses heures, va transgresser l'ordre social déjà en introduisant la Bible jusque-là contrôlée par l'Église, puis en devenant protestant.

Écoutons plutôt ce qu'il ressent lorsqu'il sort d'une assemblée clandestine : « Dans un esprit confus, il cherchait le mot adéquat pour la définir et quand il le trouva, il sourit ouvertement et se frotta les mains sous la cape : fraternité, c'était le mot juste et ce qu'il avait cru trouver chez ses coreligionnaires. [...] Il avait conscience de se trouver au début de quelque chose, d'être entré dans une confrérie où personne ne te demandait qui tu étais avant de te porter secours. Du domestique à l'aristocrate, tous ici semblaient jouir de la même considération. Une confrérie sans classes, se dit-il. » Le grand mérite de ce roman, c'est de nous montrer avec des personnages vrais, en quoi devenir protestant constituait un danger pour l'ordre établi, un premier pas sur le chemin de la liberté.

Ce chemin fut long et, deux siècles plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans ce siècle que l'on appelle le siècle des Lumières, Lion Feuchtwanger dans *Le Juif Süss*, nous le présente plutôt en proie à l'obscurantisme.

L'action se déroule en Allemagne, ou plutôt dans les Allemagnes, une myriade d'États, un patchwork que l'on appelle le Saint empire romain germanique. À la tête de chacun de ces États, un potentat local qui décide de la religion de ses sujets. Il se trouve que le Wurtemberg, un des États du sud de l'Empire est, d'obédience protestante et que c'est là que l'histoire débute. Le protestantisme, acculé, sur la défensive à

## Les anarcho-syndicalistes allemands face au nazisme

Deux brochures éditées par la CNT-AIT du Doubs, retraçant le combat des anarcho-syndicalistes depuis 1928 jusqu'à la fin de la guerre en 1945.

La première brochure retrace brièvement l'histoire du mouvement ouvrier allemand avant la guerre et plus particulièrement celle de l'aile gauche des partis, allant du Parti social-démocrate, au Parti Communiste et aux mouvements anarchistes. Le plus intéressant est sans aucun doute la traduction d'un texte de H.V. Gerhard, membre de la FAUD (Union Libre des Travailleurs Allemands), anarcho-syndicaliste. Ce texte fut publié à Berlin en 1932 sous le titre « Das Hildburglausen dans le III<sup>e</sup> Reich », en référence au village allemand où Hitler se fit naître pour pouvoir se présenter aux élections allemandes. Cette brochure traite du fascisme, des différentes positions des forces politiques en présence, de la collusion entre les tenants de la bourgeoisie de droite ou de gauche avec le parti d'Hitler.

Il est encore d'actualité par rapport aux analyses qui sont faites quand au terrain propice à la montée du fascisme et de la dictature : corruption des élites, chômage, restriction du droit du travail, immigration, etc. Il donne aussi des moyens de luttres contre le fascisme, comme l'appel à la grève générale, la création, si besoin, d'unités d'auto-défense, etc. On mesure dans ce texte toute l'étendue du travail des militants anarchistes pour faire comprendre le danger de voir Hitler aux commandes du pays. Cet écrit prouve de peu la prise de pouvoir des nazis en Allemagne.

La deuxième brochure fait état de la lutte des anarcho-syndicalistes de 1933 à 1945, de la répression impitoyable dont ils firent l'objet, des actions clandestines qu'ils essayèrent d'entreprendre tout au long de ces années d'une Allemagne nazifiée.

Bruno - groupe Proudhon (Besançon)

(Adresse de la CNT du Doubs : CESL BP 121 25014 Besançon Cedex)

### copinage

Projection du film de Frédéric Goldbronn « *Diego* » dans le cadre de « Documentaire sur grand écran » au Cinéma des Cinéastes (7, av. de Clichy Paris 17<sup>e</sup>). Ce film sera projeté avec « *La Vie est à nous* » de Jean Renoir le 12 mars à 14 heures.

Concert de *Sergio Utgé-Royo* le vendredi 3 mars à 21 heures à Rouillé-près-Poitiers, salle des fêtes. Réservation : 05 49 43 91 48. Puis le 17 mars à Avignon, péniche Dolphin blues, chemin de l'île Piot. Réservation : 04 90 82 46 96. Le 18 mars à Lyon (3<sup>e</sup>), maison pour tous « Les Rancy » 249 rue Vendôme (M<sup>e</sup> Saxe-Gambetta). Réservation : 02 78 60 64 01.

*Amer Indien* est un spectacle conçu et interprété par *Jean-Luc Debattice* au théâtre Molière, 157, rue Saint-Martin (Paris 3<sup>e</sup>) jusqu'au 19 mars (relâche lundi et mardi). Prix 80 ou 60 F. Réservation : 01 44 54 53 00.

ses origines, est devenu religion d'État. Cela veut-il dire qu'il ait été plus tolérant que le catholicisme ? Voilà ce que dit Martin Luther à propos des juifs : « Il faudrait, pour faire disparaître cette doctrine de blasphème, mettre le feu à toutes leurs synagogues, et s'il en restait quelque chose après l'incendie, le recouvrir de sable et de boue afin qu'on ne puisse plus voir la moindre tuile et la moindre pierre de leurs temples... Qu'on interdise aux juifs chez nous et sur notre sol, sous peine de mort, de louer Dieu, de prier, d'enseigner, de chanter. » Dans ce roman, grâce au juif Joseph Süss Oppenheimer, Lion Feuchtwanger va s'appliquer à utiliser les images d'Épinal, les clichés que chacune des religions a martelés, et qui au cours du XIX<sup>e</sup> siècle vont mener vers

l'antisémitisme. Cet antisémitisme verra son apogée au XX<sup>e</sup> siècle avec l'avènement du nazisme, période pendant laquelle ce roman a été écrit, ce qui valut à son auteur d'être expulsé, et à l'Allemagne doctrine de blasphème, mettre le feu à toutes leurs synagogues, et s'il en restait quelque chose après l'incendie, le recouvrir de sable et de boue afin qu'on ne puisse plus voir la moindre tuile et la moindre pierre de leurs temples... Qu'on interdise aux juifs chez nous et sur notre sol, sous peine de mort, de louer Dieu, de prier, d'enseigner, de chanter. » Dans ce roman, grâce au juif Joseph Süss Oppenheimer, Lion Feuchtwanger va s'appliquer à utiliser les images d'Épinal, les clichés que chacune des religions a martelés, et qui au cours du XIX<sup>e</sup> siècle vont mener vers

l'antisémitisme. Cet antisémitisme verra son apogée au XX<sup>e</sup> siècle avec l'avènement du nazisme, période pendant laquelle ce roman a été écrit, ce qui valut à son auteur d'être expulsé, et à l'Allemagne doctrine de blasphème, mettre le feu à toutes leurs synagogues, et s'il en restait quelque chose après l'incendie, le recouvrir de sable et de boue afin qu'on ne puisse plus voir la moindre tuile et la moindre pierre de leurs temples... Qu'on interdise aux juifs chez nous et sur notre sol, sous peine de mort, de louer Dieu, de prier, d'enseigner, de chanter. » Dans ce roman, grâce au juif Joseph Süss Oppenheimer, Lion Feuchtwanger va s'appliquer à utiliser les images d'Épinal, les clichés que chacune des religions a martelés, et qui au cours du XIX<sup>e</sup> siècle vont mener vers

Boris Bessia  
Miguel Delibes, *L'hérétique*, Verdier.  
Lion Feuchtwanger, *Le juif Süss*, Belfond.

CINÉMA

# Charbons ardents. Jean-Michel Carré

## Autogestion ouvrière au pays de Galles

**D**EPUIS LONGTEMPS LES MINES SONT FERMÉES, LE CHARBON dépassé, les terrils fleuris. En littérature, dans les luttes ouvrières d'un autre siècle, la mine est éternelle. « La tragédie de la mine » que Pabst réalisa au début des années 30, raconte l'intervention de mineurs allemands pour sauver leurs camarades ensevelis de l'autre côté des grilles frontalières. C'était réellement arrivé !

« L'utopie, c'est la vérité de demain », disait Victor Hugo. À *Tower Colliery* dans le pays de Galles, ce demain se pratique depuis quelques années déjà. La décision de Thatcher et de la *British Coal* de fermer la mine, remonte à 1993.

Les mineurs font et réussissent une grève très dure. Ils arrachent de haute lutte une indemnité de licenciement. Ils se lancent dans une expérience de gestion ouvrière unique au monde : l'autogestion de la mine ! Les mineurs deviennent propriétaires et actionnaires de

leur entreprise. Dynamisés par un homme exceptionnel, Tyron, mineur issu d'une famille de mineurs – son arrière grand-père l'était déjà –, ils croient en leur charbon, se donnent les moyens de moderniser la mine. Les 260 mineurs investissent leurs indemnités de départ, 80 000 livres (environ 800 000 F). Mais les sommes considérables ne suffisent pas

pour relancer la mine dans de bonnes conditions. Ils la rachètent en 1995, après avoir appris à démarcher, à trouver de nouveaux débouchés, à augmenter leur production.

Ils entreprennent des travaux pour plus de sécurité, plus de confort. Ils élisent leurs directeurs, embauchent des gestionnaires et un comptable, planifient et organisent leur travail. Comme le dit un des leurs leaders syndicaux : « nous voulions même ramener le parti travailliste à gauche... Puisque le travail sous terre est très dur – et les mineurs travaillent très durement – ils rehaussent les

salaires. En supprimant les primes, ils suppriment aussi les inégalités. Les mineurs auront des congés importants et une protection complète en cas de maladie ou d'accidents. Le taux d'absentéisme a été ramené de 30% à 0,007%.

Tyron l'infatigable penseur de leur passé, présent et avenir, est à l'origine de la création d'un musée où officie sa femme, où les enfants des écoles viennent prendre le charbon dans leurs mains, regarder les photos anciennes, s'immergent dans un monde ouvrier puissant et réel. Pas de passivisme ou de misérabilisme, même si sur les photos figurent enterrements et catastrophes. Tyron voit loin et réagit toujours en homme de terrain. Dans 15 ans, la mine sera épuisée. Ses projets : un hôtel souterrain pour goûter le silence. Un parc d'attraction pour créer des emplois. Au dernier coup de grisou, ils ont inventé un système d'évacuation des poches de gaz qui permettent de chauffer les maisons alentour. Avec eux : des ingénieurs géomètres pour prévenir, planifier... Entre eux des fêtes, des défilés, la fierté ouvrière. Un opéra se crée autour de leur mine.

Le film de Jean-Michel Carré raconte tout cela. Il filme pendant une année entière. Il montre aussi que l'assemblée générale des mineurs, souveraine, vote pour la réalisation de son documentaire, à main levée, à la majorité.

Heike Hurst  
(Fondu au noir - Radio libertaire)



# société/vie du mouvement

## 1er forum homosexualités hétéroclites à Lyon Intégration, libéralisation et... liberté

**N**ÉE DE L'INITIATIVE DE quelques uns, l'idée de réunir les associations et organisations investies sur la question homosexuelle s'est concrétisée en décembre dernier par la création d'un collectif dans le but d'organiser un forum inter-associatif. La présence d'H.E.S. (Homosexualité et socialisme, association satellite du PS) dans ce collectif nous a permis d'occuper gratuitement tout un espace de la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon ce samedi 19 février de 13 h 30 à 19 heures. La Fédération anarchiste, grâce à la tenue d'une table de presse et à l'animation d'un débat, a pu réaffirmer ses idées sur la place de la famille dans la nation ainsi que le cadrage de la sexualité et la répartition des rôles sociaux sexués qu'elle exerce sur les individus. Nous avons

pu restituer la PACS dans sa fonction de capitalisation des désirs. Nous avons exposé les limites des demandes de libération sexuelle avec leur intégration dans la libéralisation.

### Contrôles de l'homosexualité

Si les propos de David et Jonathan (association des chrétiens homosexuels) sur la morale du PACS avec ses valeurs de fidélités, d'établissement du couple homo ne nous ont guère étonnés, il faut bien dire que l'idée de conjugalité était particulièrement prégnante lors des débats. L'homosexualité, pour être reconnue ou tolérée, s'aurole ainsi d'un voile de pureté bien loin de l'aspect subversif qu'elle donnait haut et fort dans l'après 1968 s'attaquant alors au patriarcat, au capitalisme, à la

répartition des rôles sexués et revendiquant l'amour libre. La mise en veilleuse de la libération sexuelle au profit de sa libération a été soulignée. La privatisation du désir est, il est vrai, le moyen pour l'État et le gouvernement actuel de le contrôler et de l'éloigner de l'espace public.

Les commissions gays et lesbiennes des Verts et du PS organisaient un débat sur les associations dans la cité. A cette occasion, un membre d'ARIS, association créée en 1981 sur Lyon, exposait sa difficulté à être entendue par les politiques, en particulier ceux de gauche, en dehors des périodes électorales. Un autre participant soulignait que le libéralisme est le discours unique, de la gauche à la droite. Après ce débat, Buna et Tourraine, respectivement maire Vert du 1<sup>er</sup> et maire PS du 8<sup>e</sup>, ont pu venir faire campagne pour les municipales. Ils ont bien vite zappé sur une question de la salle à propos de la régularisation des sans-papiers homos.

### Pour en finir avec l'homophobie

Parmi ces débats qui ont attiré entre 30 et 80 personnes, Amnesty s'est attiré l'auditoire le plus large en présentant la répression anti-homosexuelle dans le monde. La peine de mort, les tortures et la prison y restent encore très répandues. Trente ans après Stonewall, on apprend qu'une manifestation homosexuelle a été violemment réprimée par la police montée à New York en 1998.

En plus de présenter sa politique d'information destinée au milieu scolaire, le Forum gay et lesbien proposait un débat sur l'homophobie et invitait le public à trouver collectivement des actions de lutte contre celle-ci. Si l'organisation de cette journée a été un succès quant au nombre de participants (plus de 150 personnes sont passées), on peut regretter la faible présence des femmes qui ne représentaient qu'un quart des personnes qui se sont déplacées pour cet événement.

Alain. — groupe Kronstadt (Lyon)

web : <http://www.ifrance.com/homolyon>

### BELGIQUE

#### La loi de régularisation des sans-papiers est un véritable piège

L'avocat Jean Fermon est coauteur, avec Georges-Henri Beauthier du livre « Régularisation, comment, pour qui ? » (Éditions EPO). D'après lui, il y a eu une véritable campagne pour que les sans-papiers introduisent un dossier. Cette campagne a été organisée par des institutions officielles, et para-officielles.

On a entendu très peu de voix pour attirer l'attention sur le danger que comportait ces demandes. Il y a eu 35 000 demandes. On peut s'interroger sur le nombre de régularisés.

Cette loi est un véritable piège. Toutes les personnes qui ont rentré un dossier ne répondant pas tout à fait aux critères, ou qui n'ont pas introduit de demande, sont aujourd'hui en danger d'expulsion. Selon les estimations, le nombre réel de sans-papiers varie entre 50 000 et 100 000. Le gouvernement a avancé lui-même le chiffre de 75 000.

Durant trois semaines, les frontières ont été fermées, et 1 647 personnes se sont vu refuser l'accès au territoire belge. Et parmi celles-ci, il y en a certainement qui voulaient demander l'asile, et qui se trouvent en difficultés. On a même refusé l'entrée à des cars de Roms, venus de Slovaquie, qui n'avaient pas besoin de visa, et qui voulaient assister à l'enterrement de trois des leurs, tués dans un accident de voiture à Gand. Le ministre de l'Intérieur, Duquesne, a déjà annoncé qu'il maintiendra des contrôles dans les zones frontalières, dans les trains. Il veut de nouveaux accords de coopération policière avec l'Allemagne et la France.

La régularisation partielle et la fermeture des frontières montrent que nous ne sommes pas dans une logique impliquant une plus grande liberté de circulation des personnes, mais bien un surcroît de contrôles policiers, et une dérive de plus en plus inquiétante vers un État policier. Les matches de football dits « à risques », de l'Euro 2000, permettront certainement une répétition générale, en manière de déploiement policier.

Cerise

### LILLE

#### Anti-cléricalisme contre vents et pluie

**I**L Y A 400 ANS, LE 17 FÉVRIER 1600, À ROME, le philosophe Giordano Bruno était brûlé vif par l'Église. Le 19 février 2000, à Lille, les anarchistes dénonçaient le jubilé et l'auto-amnistie de l'Église. Journée militante chargée : 15 h manifestation unitaire anti-Haider ; 17 h rassemblement à l'appel de la F.A. en mémoire de Giordano Bruno et des victimes de toutes les intolérances religieuses. La palette libertaire et alternative (Fédération anarchiste, autonomes, Libre Pensée, centre culturel libertaire, y compris une présence anarchiste internationale) s'est retrouvée à la grand-place. Le froid, le vent et la grêle, qui a ensuite laissée la place à la pluie, n'ont pas suffi à nous décourager (si un dieu existe, espérons qu'il a une bonne excuse). Après avoir négocié avec la police municipale, nous avons redéployé notre banderole. Puis, le rassemblement s'est transformé en manifestation. Sur le trajet, nous avons procédé à une distribution de tract y compris dans l'église N-D de la Treille, notre terminus. À l'intérieur, des préservatifs gonflés à l'hélium ont porté haut

nos slogans : ni dieu ni maître ni ordre moral. Ah si Marie avait connu l'avortement on aurait pas tous ces emmerdements, contraception avortement libres et gratuits, non aux bûchers... Les adeptes rencontrés sur place ont essayé de se présenter comme les défenseurs de la tolérance, du respect et de la dignité. Dommage pour ces personnes sans doute de bonne foi mais manipulées par une organisation occupée à sa propre survie et dont la fin justifie les moyens.

Rappel : la religion catholique romaine proscribit toujours le prêt à intérêts ; les revenus bancaires sont la principale source de richesses du Vatican. Quand bien même cette repentance serait sincère, il n'empêche que la nature des religions et donc de l'Église catholique, aboutit à l'oppression, à l'obscurantisme, à l'intolérance. La Fédération anarchiste, lors de son dernier congrès, a décidé de mener campagne contre le jubilé, de s'opposer à cette auto-amnistie orchestrée et prononcée par l'Église. Nous n'oublions pas !

Elodie et Jacob. — F.A. Bruxelles

### Ouverture prochaine d'une librairie anarchiste à Besançon

Le groupe Proudhon n'avait plus de local depuis une quinzaine d'années. Après bien des recherches infructueuses, nous avons enfin réussi à trouver un lieu à un prix abordable et qu'on accepte de nous louer. Nous allons y ouvrir une librairie et il pourra également servir de salle de conférence pour le groupe.

Si tout se passe bien, l'ouverture devrait se faire début avril. Pour mettre de notre côté toutes les chances de réussir ce pari qui devenait pour nous une nécessité et qui devrait nous permettre de passer à un palier supérieur en termes de contacts avec la population, nos sympathisants et à terme de nouveaux adhérents, nous avons évidemment besoin du soutien du plus grand nombre.

Nous lançons donc une souscription pour acheter un fonds de librairie minimum, faire quelques travaux nécessaires et passer le cap difficile de la période de lancement du projet. Dons de livres, chèques, virements mensuels, toutes les formules sont envisageables. Contactez nous à : CESL - BP 121 - 25014 Besançon Cedex.

Groupe Proudhon

## A G E N D A

### vendredi 3 mars

● **PARIS** : Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Histoire de l'anarchisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11<sup>e</sup>) à 20 h 30.

● **PARIS** : Le Collectif Ile-de-France pour objecter à « l'esprit de Défense » appelle tous les réseaux militants, groupes et individus à mener une **campagne antisexististe et antimilitariste** à 18 heures, 33, rue des Vignoles (20<sup>e</sup>).

### mardi 7 mars

● **BESANÇON** : Réunion publique avec Benoist Rey autour de son livre les égorgeurs (Guerre d'Algérie. chronique d'un appelé 1959-1960). Fin de soirée animée par Gérard Lorne et son orgue de barbarie à 20 h 30 à **Radio Bip**, 14, rue de la Viotte à l'appel du groupe Proudhon.

● **DIJON** : ACI Dijon et Solidaires appelle à se rassembler devant la direction régionale de France Telecom, **21 Bd Voltaire à 15 heures**. Venez avec vos dettes téléphoniques.

### mercredi 8 mars

● **DIJON** : Réunion publique avec Benoist Rey autour de son livre les égorgeurs (Guerre d'Algérie. chronique d'un appelé 1959-1960). Fin de soirée animée par Gérard Lorne et son orgue de barbarie à 20 h 30 à **l'espace autogéré des Tanneries**, 15, boulevard de Chicago à l'appel du groupe libertaire.

● **PARIS** : Le procès de notre camarade Marie-Athée a lieu à la 10<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel à 13 h 30.

### vendredi 10 mars

● **BESANÇON** : Réunion publique avec Benoist Rey autour de son livre les égorgeurs (Guerre d'Algérie. chronique d'un appelé 1959-1960). Fin de soirée animée par Gérard Lorne et son orgue de barbarie à 20 h 30 à **Radio Bip**, 14, rue de la Viotte à l'appel du groupe Proudhon.

● **LYON** : Concert « Léo, ça va ? » en soutien au groupe Déjaquez au Café libertaire (entrée par l'allée du 19 rue P. Blanc, 1<sup>er</sup> arr) à 21 heures : Gilles Droulez chante Léo Ferré accompagné au piano. 1<sup>re</sup> partie le duo « Mouche tes yeux », chanson française. PAF : 30F.

● **PARIS** : Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Le fédéralisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11<sup>e</sup>) à 20 h 30.

### samedi 11 mars

● **LYON** : L'union locale de la F.A. appelle à participer, dans le cadre d'une « journée internationale de soutien », à la manifestation pour la libération de Mumia Abu Jamal, à 15 heures, place Guichard (devant la Bourse du travail).

● **PARIS** : Manifestation nationale à l'appel de nombreuses organisations pour sauver Mumia Abu Jamal à **14 h 30 place de la République** (jusqu'à l'ambassade des États-Unis).

### vendredi 17 mars

● **PARIS** : Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Le fédéralisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11<sup>e</sup>) à 20 h 30.

● **PARIS** : Jean-Pierre Jacquinet du journal Le Libertaire évoquera « **120 ans d'anarchisme au Havre** » à 17 heures au salon du livre (porte de Versailles) à l'espace Comellia (M122-N111).